

Algérie : un dossier introductif

mercredi 8 avril 2009, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 25 février 2007).

L'ensemble des textes et données ci-dessous ont initialement été mis en ligne sur le site de l'Union syndicale solidaires et publiés dans la revue *Solidaires international*.

Sommaire

- [Quelques chiffres](#)
- [Repères chronologiques](#)
- [Quelques partis politiques](#)
- [Quelques associations en \(...\)](#)
- [Panorama syndical](#)
- [La presse en Algérie face à la](#)

Quelques chiffres

[mise à jour : janvier 2007]

* **Population** : 32 millions d'habitants en 2003 - en France 59 millions - (source : La Banque Mondiale).

* **Espérance de vie** à la naissance : 70 ans en 2002 - en France 79 ans - (source La Banque Mondiale)

* **Répartition des revenus** : 10% des plus riches ont 26,8% des revenus - en France 10% ont 25% - (Source : Nations Unies, 2005)

* **Rente pétrolière** : 45 milliards de dollars en 2005 (source : *Le Monde Diplomatique*).

* **Salaire** (2003) :

- Le salaire minimum est de 10 000 dinars (111 euros).
- Dans le secteur agricole, le salaire mensuel moyen brut ne dépasserait pas 12 000 dinars (133 euros).
- Dans les entreprises industrielles et de services, il se situe autour de 24 000 dinars (267 euros).
- Dans les entreprises du secteur de l'énergie, le salaire moyen est d'environ trois fois le SMIG (334 euros).

(source : ministère du Travail)

Repères chronologiques

Par Jacques (SUD PTT)

[mise en ligne : janvier 2007

mise à jour : 25/2/2207]

La conquête coloniale

* 1830 : L'Algérie à cette époque fait partie de l'empire ottoman. Les troupes françaises débarquent et se heurtent à la résistance de l'émir Ab el-Kader qui sera défait après dix-sept années de combats acharnés. Par exemple, 760 personnes périssent, dont des femmes et des enfants, lorsque le général Pélissier enfume les habitants d'une tribu favorable à Abd el-Kader qui s'étaient réfugiés dans des grottes.

* Au cours de la Première guerre mondiale, le pouvoir français impose la conscription obligatoire. Une répression sanglante a lieu en 1916 dans les Aurès lorsque les conscrits algériens refusent de répondre à l'appel de mobilisation pour la guerre.

La naissance du mouvement national

* 1926 : Création en France de l'Étoile Nord-africaine, dont Messali Hadj devient le principal représentant en 1928. L'Étoile Nord-africaine est liée à la CGTU et au PCF. Elle se bat pour l'indépendance de l'Algérie. Le PCF soutient cette revendication, à la différence du Parti socialiste.

* 1935 : Le PCF abandonne la revendication de l'indépendance de l'Algérie.

* 1937 : Dissolution en janvier de l'Étoile nord-africaine (ENA) par le gouvernement de Front populaire et création en mars par Messali Hadj du Parti du peuple algérien (PPA).

* Deuxième guerre mondiale : 125 000 Algériens sont enrôlés dans l'Armée de la libération.

* 1945 : Les 1^{er} mai et 8 mai des manifestations éclatent dans plusieurs villes d'Algérie, au cours desquelles des slogans indépendantistes sont criés. Le pouvoir français, soutenu par le PCF et le PS, réagit par des massacres à Sétif et Guelma avec des bombardements de villages et des exécutions sommaires. Le bilan est de 15 000 à 20 000 morts algériens et 102 morts européens. 2 500 militants algériens connus sont exécutés.

* 1953 : À la suite d'un défilé traditionnel PC-CGT à Paris le 14 juillet, la police provoque un massacre de travailleurs algériens qui réclamaient l'indépendance (7 morts).

La guerre pour l'indépendance

* 1954 : Éclatement du mouvement nationaliste en deux courants qui vont se combattre violemment. D'une part le MNA (Mouvement national algérien), fondé en juillet par les partisans de Messali Hadj, d'autre part en octobre le Front de libération nationale (FLN). Le FLN appelle à l'insurrection le 1^{er} novembre. Celle-ci est condamnée par le PCF et le PS. Le FLN lance 70 attaques sur des forces françaises et des installations gouvernementales. Les tracts du FLN réclament l'indépendance tout en garantissant au million de « pieds-noirs » une citoyenneté égale en Algérie.

* 1956 : Fondation de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) par des syndicalistes du MNA et de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) par le FLN. Le PS et le PCF votent en

mars les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement Guy Mollet (PS) : 400 000 hommes vont être envoyés en Algérie pour « pacifier » le territoire. En France, des rappelés manifestent contre l'envoi du contingent. Série d'attentats à Alger commis alternativement par des colons ou le FLN. Les parachutistes réagissent par des arrestations arbitraires, tortures et exécutions sommaires.

* 1957 : Bataille d'Alger qui dure neuf mois et où 30 à 40% de la population de la Casbah est arrêtée et interrogée (torturée). 3 000 à 4 000 personnes sont mortes sous la torture.

* 1958 : En mai, révolte à Alger des généraux Salan, Soustelle et Massu. Les militaires français rappellent de Gaulle au pouvoir. En laissant croire qu'il est résolu à conserver l'Algérie française, il créera d'amères désillusions parmi les colons d'Algérie. En fait, il va se rallier au principe de l'autodétermination.

* 1961 : En avril, putsch et prise d'Alger par des généraux. Échec.

* octobre 1961 : à Paris, au cours d'une manifestation interdite mais pacifique, la police dirigée par Papon massacre 200 travailleurs algériens.

* 1962 : En février, au métro Charonne, la répression policière d'une manifestation contre l'OAS fait 9 morts. Les accords d'Evian sont signés en mars mettant fin à 7 ans de guerre et 132 ans de colonisation. La majorité des pieds-noirs (1 million) quittent l'Algérie. La guerre d'Algérie a fait entre 250 000 et 400 000 victimes algériennes et 30 000 victimes françaises. Entre 30 000 et 100 000 harkis, abandonnés volontairement par la France, sont assassinés.

Après l'indépendance

* 1962 : Indépendance en juillet, Ben Bella dirige en septembre le premier gouvernement algérien.

* 1963 : Premier congrès de l'UGTA. Les partisans de l'autonomie syndicale sont battus par ceux qui veulent atteler la centrale syndicale au FLN. Mise en place d'un régime se réclamant du socialisme et de l'autogestion. Le FLN est le seul parti autorisé

* 1965 : En juin, coup d'État dirigé par le colonel Houari Boumediene.

* 1971 : nationalisation des compagnies pétrolières et des oléoducs.

* 1984 : Instauration du code de la famille déniait la pleine égalité aux femmes (mariage, divorce, enfants).

* 1988 : des grèves, des manifestations et de graves émeutes éclatent en octobre contre la cherté de la vie et les pénuries. L'armée tire sur de jeunes manifestants et fait 500 morts. Ces événements sont été suivis d'une ouverture démocratique avec une réforme de la Constitution. Le FLN perd le statut de parti unique, le multipartisme est instauré ainsi que le pluralisme syndical.

La montée des islamistes et la guerre civile

* 1991 : les principaux dirigeants fondamentalistes du Front islamique du salut (FIS) sont arrêtés en juin à la suite d'une grève générale.

* 1991 : victoire du FIS au premier tour des élections législatives de décembre. L'armée interrompt le processus électoral. Début d'une longue et douloureuse guerre civile qui fera 150 000 morts.

* 1992 : assassinat en juin du président Boudiaf qui en s'attaquant à la corruption menace certains

cercles du pouvoir.

* 1995 : En janvier, huit partis politiques (dont le FIS, une aile du FLN, le FFS, le PT) signent à Rome un contrat pour sortir l'Algérie de la crise de manière pacifique. Il est rejeté par le gouvernement.

* 1997 : à la périphérie du Grand Alger, entre 85 et 250 civils sont massacrés. La non-intervention de l'armée provoque une polémique quand à l'identité des tueurs. 300 villageois massacrés par des groupes armés à Raïs dans la Mitidja.

La politique de « concorde nationale »

* 1999 : Abdelaziz Bouteflika est élu président après le retrait des autres candidats accusant des fraudes. Il promulgue une loi sur la concorde civile avec des amnisties qui est approuvée par référendum.

* 2001 - 2002 : De graves affrontements éclatent en Kabylie à la suite de la mort d'un lycéen près de Tizi Ouzou : plus de 120 morts et des milliers de blessés.

* 2002 mars-avril : reprise des émeutes en Kabylie, qui font une dizaine de morts.

* 2003 : En octobre, grève reconductible de sept semaines dans l'Éducation nationale.

* 2005 : En septembre, approbation très majoritaire par référendum de la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale ». Boycotté par le FFS et RCD, deux partis majoritairement berbères.

Quelques partis politiques algériens

Partis de l'alliance présidentielle

* **FLN** : Front de libération nationale. Ancien parti unique. Le président Bouteflika en est le président d'honneur. 136 députés au Parlement en mai 2007 (23 %).

* **RND** : Rassemblement national démocratique. Deuxième grand parti de la coalition gouvernementale. Dirigé par Ahmed Ouyahia. 61 sièges au Parlement en mai 2007 (10,3%).

* **Hamas MSP** : Mouvement de la société et de la paix : Organisation islamiste modérée qui participe au gouvernement. Dirigé par Abou Djerra Soltani. Une des portes paroles est Aïcha Dahmane Belhadjar, secrétaire nationale pour la femme et les affaires de la famille. 52 sièges au Parlement en mai 2007 (9,83 %).

Autres partis

* **MRN** : Mouvement pour la réforme nationale ou mouvement Islah (la réforme). 43 sièges au Parlement en 2002, 3 en mai 2007.

* **PT** : Parti des travailleurs. Son porte-parole est la députée Louiza Hanoune une des animatrices du mouvement des femmes pour l'abolition du code de la famille. Se bat contre la libéralisation de

l'économie. Il a obtenu 21 sièges au Parlement en mai 2007 (5%). Le PT est lié au parti français du même nom.

* **FFS** : Front des forces socialistes. Parti de l'opposition de type social-démocrate et favorable à un dialogue avec les islamistes. Membre de l'Internationale socialiste. Dénonce la mainmise des militaires sur le pouvoir. A boycotté les dernières élections. Son président est Hocine Aït Ahmed. Parti d'implantation nationale mais très identifié à la Kabylie.

* **RCD** : Rassemblement pour la culture et la démocratie. Issu du FFS. Surtout implanté en Kabylie et à Alger. A boycotté les dernières élections. Son anti-islamisme virulent l'a amené à soutenir les courants « éradicateurs » de l'armée. Son président est Saïd Saadi. Il a obtenu 19 sièges au Parlement en mai 2007 (3,3 %).

* **PST** : Petite organisation appartenant au même courant international que la LCR en France. Pendant la guerre civile des années 1990, une grande partie de ses militants est partie en exil face à la violence islamiste et gouvernementale.

Quelques associations en Algérie

Droits de l'homme

* **LADDH** : Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme. Président d'honneur : Ali Yahia Abdenour. Accès à leur site

* **Djazairouna** : association qui lutte en faveur des victimes du terrorisme islamiste.

* **SOS-Disparus** : s'occupe de ceux qui ont disparu aux mains de l'État et de ses agents.

* **Somoud** : association de disparus. Ali Mrabet, fondateur et président.

Féministes

* **Wassila** : défense des femmes.

* **SOS-Femmes en détresse** : lutte contre les violences conjugales et familiales.

Panorama syndical

[mis en ligne : mai 2008]

Organisations syndicales algériennes

UGTA, Union générale des travailleurs algériens

Créée en février 1956, elle est présente depuis l'indépendance dans tous les secteurs économiques car elle est la seule à avoir été agréée par le pouvoir. Elle connaît une perte sensible d'effectifs depuis l'ouverture du pluralisme syndical.

Quelques fédérations de l'UGTA :

- * Snes : Syndicat national de l'enseignement supérieur
- * FNTE : Fédération nationale des travailleurs de l'éducation
- * FNFS : Fédération nationale des travailleurs de la santé.

Syndicats autonomes

On en recense près de 70 syndicats en Algérie mais tous n'ont pas le même degré de représentativité ni même d'autonomie.

En voici quelques uns :

Secteur public

- * **Snapap** : Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique. Présent essentiellement dans le secteur public, surtout la santé. Revendique 250 000 adhérents.
- * **SNPS** : Syndicat national du personnel de la santé.
- * **SNPSP** : syndicat national des praticiens de santé publique.

Éducation

- * **Cnapest** : Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique. Implantation nationale. Non agréé par le pouvoir malgré sa forte représentativité. Revendique 64 000 adhérents. Agréé en 2007.
 - * **SNTE** : Syndicat national des travailleurs de l'éducation. Agréé. Revendique 20 000 adhérents
 - * **Cnes** : Conseil national des enseignants du supérieur. Équivalent du Snesup français. Syndicat né d'une longue grève, il est largement représentatif et a été reconnu par les autorités en janvier 1992. Revendique 10 000 adhérents.
 - * **Satéf** : Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation. Siège à Tizi Ouzou. Implanté dans 28 wilayas. Agréé par les autorités.
 - * **CLA** : Conseil des lycées d'Alger. Syndicat d'enseignants et de personnel du secondaire. Non agréé malgré sa forte représentativité.
-

La presse en Algérie face à la pensée unique

Quelle grille de lecture prendre pour une presse algérienne apparemment pluraliste et variée et dont la liberté de ton ne peut que réjouir et rassurer ? Le décodage n'est pas simple et il faut avoir en tête les enjeux du drame algérien qui se joue autour du pouvoir et du repoussoir islamiste. Qui est qui ? Qui fait quoi et pourquoi ? Ces deux questions reviennent sans cesse dans le fonctionnement de la société algérienne.

De façon récurrente revient le thème d'une presse qui serait l'instrument de l'affrontement entre clans, entre réseaux d'essence mafieuse organisés en communautés d'intérêts. L'indépendance de la presse se mesure dans ses relations avec le pouvoir, une partie des titres présents dans les kiosques ne vivant que grâce à la publicité d'État.

Face à la diversité des titres, à l'abondance des rubriques et à la qualité des caricatures, le lecteur a le choix. Ce choix a permis la montée en puissance de titres créés dans les années 90 par des journalistes, à l'image d'*El Khabar*, d'*El Watan* ou par une puissance financière à l'exemple de *Liberté*.

A l'inverse, les journaux soutenus par la publicité d'État ne connaissent pas la faveur du public. Leur qualité n'est pas en cause mais la suspicion est là.

Alors, quel rôle pour la presse dans un pays de la pensée unique et où la corruption a un pouvoir absolu ? Cette presse a une réelle fonction d'alerte face à une corruption admise ou tolérée. Dans ce climat de corruption, la contradiction entre la richesse du pays, due à la rente pétrolière, et la misère du peuple est fortement ressentie. S'ils peuvent lire la presse, les citoyens ne disposent ni du droit de réunion, ni du droit de manifestation.

Face au net recul des libertés publiques, la presse joue donc un rôle essentiel. Tous les syndicats autonomes rencontrés en Algérie témoignent de son implication à révéler les luttes sociales et les luttes pour les libertés syndicales.

La Ligue des droits de l'homme, née dans la clandestinité, dénonce un « *état d'urgence permanent* » et une politique qui a le soutien du gouvernement français. « *Le mouvement social en Algérie est en danger* » note le rédacteur en chef d'*El Watan*. Pour sa part, le directeur de la publication d'*El Khabar* ne manque pas d'exemples montrant comment la justice est utilisée pour maintenir la pression contre la presse, coupable d'être « *un petit îlot de démocratie en Algérie* ». Dès qu'il s'agit de plaintes contre la presse tout est recevable et ce directeur collectionne 122 procès, la majorité pour diffamation contre le régime ou ses soutiens.

Persécutions, harcèlement, un univers où aucune communication officielle n'est crédible, où l'accès à l'information est difficile, où les lois sur la presse ont été durcies.

Voilà le quotidien des journalistes algériens dont la condition est loin d'être enviable.

La presse en chiffres

Depuis 2001 plus de 300 procès ont été faits aux journalistes, l'un d'entre eux se terminant par la fermeture du *Matin d'Alger*.

On compte près de 50 quotidiens en Algérie avec deux fortes concentrations à Alger et à Oran. Le nombre de ces titres ne reflète pas la diversité car plus de 30 d'entre eux sont peu ou prou sous le contrôle de l'État ou du secteur parapublic. La presse quotidienne compte environ 1,5 million de

lecteurs, 85 % des achats se portant sur 5 à 6 titres qui s'inscrivent dans un espace de débat pour la démocratie.

* *El Khabar* (L'information) est un quotidien en langue arabe qui tire à 500 000 exemplaires et dispose de 88 journalistes et 48 bureaux. Il partage son imprimerie avec El Watan mais a pour projet d'ouvrir deux nouvelles imprimeries, à l'Est et à l'Ouest, avec un tirage de 700 000 exemplaires.

* *El Watan* (La Patrie) est un quotidien en langue française créé en 1990 par vingt journalistes issus d'El Moudjahid. Il tire à 140 000 exemplaires par jour. (Voir leur site ici)

* A côté des quotidiens, il n'existe pas moins de 300 publications hebdomadaires qui essayent de vivre malgré le durcissement des lois sur la presse.
